



UNION EUROPÉENNE

Fonds européen agricole pour
le développement rural :
l'Europe investit dans les
zones rurales



Région
Hauts-de-France



PRÉFET
DU NORD

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
des territoires et de la mer
du Nord

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

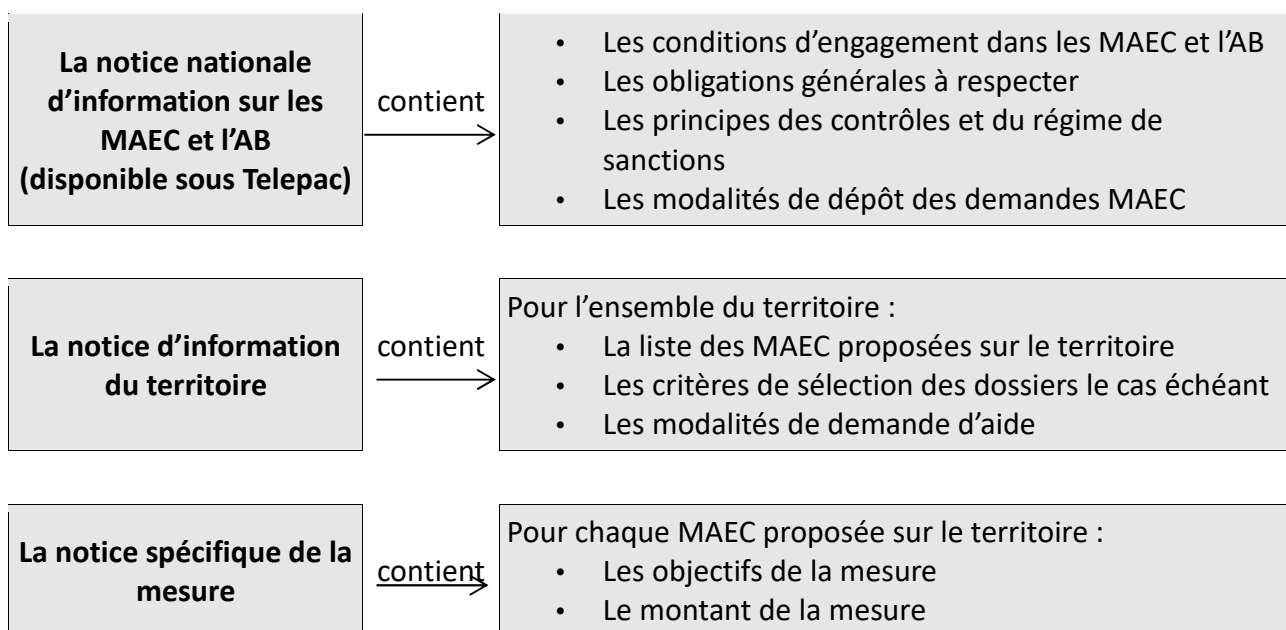
Notice d'information du territoire « MEL Lys et Marque - Zones Humides »

Campagne 2021

DDTM du Nord
Service Economie Agricole (SEA)
Mail : ddtm-sea-gad@nord.gouv.fr
Laurence Billeret: 03.28.03.86.55
Armelle Mantel: 03.28.03.86.58
Charlotte Salomez: 03.28.03.86.70
Bertrand Surcin: 03.28.03.86.54

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire « MEL Lys et Marque – Zones Humides » au titre de la campagne PAC 2021.

Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2022, disponible sous Telepac.



- Les conditions spécifiques d'éligibilité
- Les critères de sélection des dossiers (*le cas échéant s'ils ne sont pas indiqués dans la notice de territoire*)
- Le cahier des charges à respecter
- Les modalités de contrôle et le régime de sanctions spécifiques

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDTM.

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « MEL Lys et Marque – ZONES HUMIDES »

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont 50 % au moins de la SAU est située sur un ou plusieurs territoires proposant la mesure en année 1 sont éligibles. Le cahier des charges de la mesure à respecter correspond à celle du territoire où l'exploitation a le plus de surfaces.

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

Secteur de la Lys – Zones humides

Le val de Lys figure parmi les sites d'intérêt métropolitain repris dans le cadre de la charte "Objectif Métropole Verte", qui définit les axes d'une trame verte et bleue sur le territoire de la Métropole Européenne de Lille. La Métropole Européenne de Lille (MEL) a ensuite décliné cette trame verte et bleue dans son plan de développement des espaces naturels métropolitains.

Le territoire du val de Lys se situe sur 11 communes à la frontière entre la France et la Belgique, sur environ 25 km entre les communes d'Erquinghem-sur-Lys et Halluin.

La Lys structure ce territoire dans son organisation spatiale et contribue à son identité, elle constitue la frontière et est identifiée comme axe majeur de liaison avec un potentiel environnemental et écologique important, notamment grâce à une mosaïque de milieux dont des zones humides. Le val de Lys présente un potentiel faunistique et floristique important (présence de sites en arrêté de biotope, de ZNIEFF de type I, ...)

Le Val de Lys présente un potentiel d'environ 680 d'espaces de nature à valoriser et à développer. La Vallée de la Lys, basse vallée au relief peu marqué, est un maillon essentiel de la Trame verte et bleue métropolitaine notamment au travers des points suivants :

- renforcer le maillage vert et bleu métropolitain en maintenant ou réalisant des continuités écologiques et paysagères entre les espaces naturels et les grands parcs périurbains ;
- favoriser des activités adaptées au milieu naturel en facilitant l'accès aux grands espaces de nature et de détente par des modes de déplacement doux, et en recherchant un partenariat particulier avec l'agriculture périurbaine ;

- créer de nouveaux outils pour faire connaître et généraliser les bonnes pratiques identifiées sur le territoire en s'appuyant sur l'espace de coopération « Vallée de la Lys », un espace à enjeu métropolitain fort.

La MEL souhaite renforcer sa coopération avec le monde agricole et contribuer à une meilleure prise en compte de l'espace rural dans ses dimensions multifonctionnelles : l'objectif étant de concilier les intérêts écologiques et agricoles du territoire.

Pour maintenir, préserver, mettre en valeur les zones humides du val de Lys, la MEL cherche donc à développer des partenariats avec les propriétaires et les exploitants des sites. Parallèlement, le projet du parc du Ferrain à l'Est de la commune d'Halluin croise les enjeux et objectifs des prairies du Val de Lys pour le maintien d'une agriculture périurbaine dynamique, constituant ainsi, un territoire de projet global et cohérent.

Secteur de la Marque – Zones humides

Le val de Marque figure parmi les sites d'intérêt métropolitain repris dans le cadre de la charte "Objectif Métropole Verte", qui définit les axes d'une trame verte et bleue sur le territoire de la Métropole Européenne de Lille. La Métropole Européenne de Lille (MEL) a ensuite décliné cette trame verte et bleue dans son plan de développement des espaces naturels métropolitains.

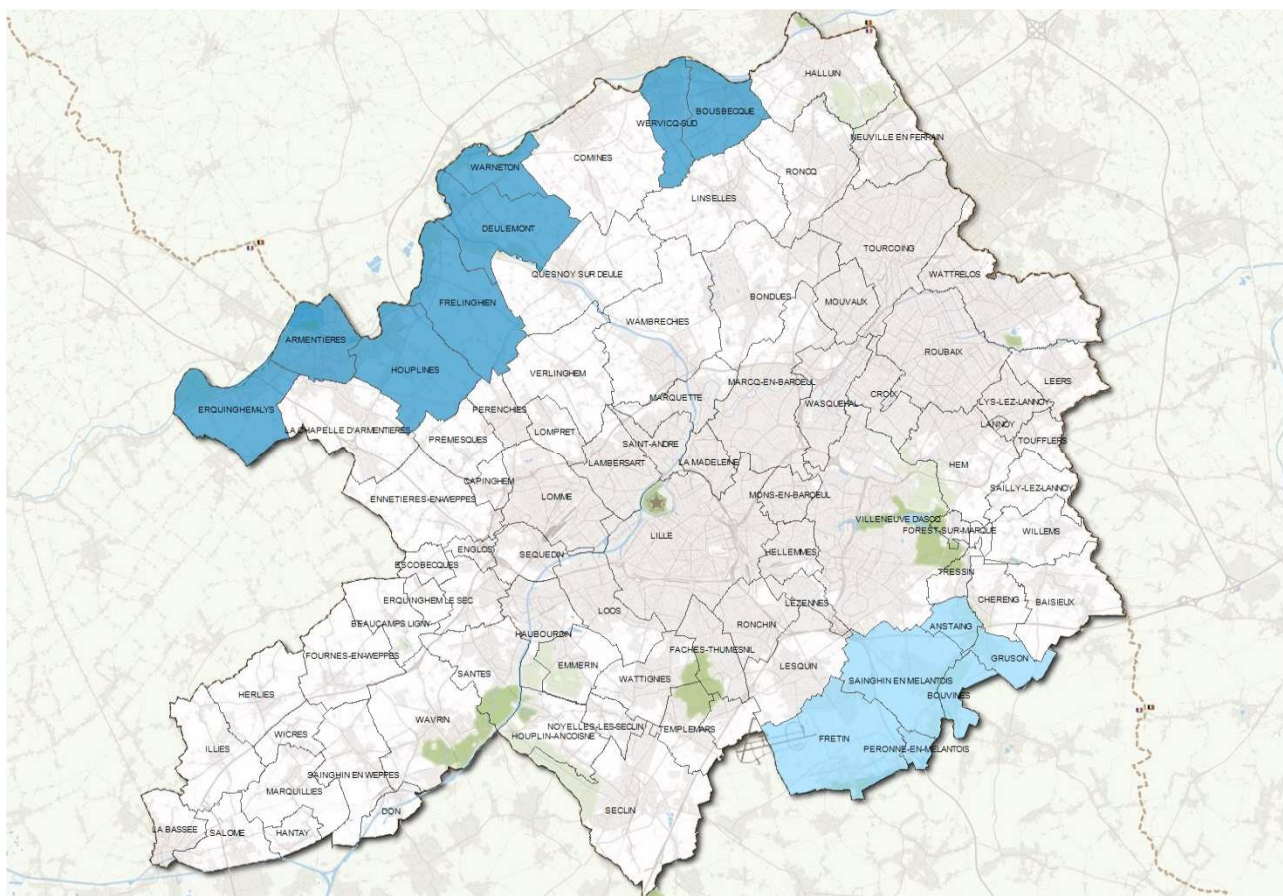
La rivière de la Marque, dans son profil amont, est la dernière rivière au profil naturel du territoire de la Métropole. Elle prend sa source à Mons en Pévèle pour traverser 26 communes sur 32 km pour se jeter dans le Canal de Roubaix (de la Deûle à l'Escaut).

Le Val de Marque correspond géographique au bassin versant de la Marque qui s'étend sur une superficie de 217 km². Le relief du bassin se caractérise par son uniformité, le point culminant à une altitude de 107 mètres. La Marque tire son nom de « marécage » qui illustre bien la présence, encore aujourd'hui des nombreuses zones humides du territoire.

Par ailleurs, la problématique récurrente des inondations dans le secteur porte à croire que des modifications des écoulements des eaux, et une réduction des capacités des zones humides à jouer leur rôle de zones tampons, ont conduit à une aggravation de la situation. C'est pourquoi, il apparaît opportun aujourd'hui de partager avec les exploitants les problématiques et outils disponibles pour améliorer le fonctionnement général de l'hydraulique de ce système.

Liste des communes :

- Anstaing
- Armentières
- Bousbecque
- Bouvines
- Deulemont
- Erquinghem-Lys
- Frelinghien
- Fretin
- Gruson
- Houplines
- Péronne-en-Mélantois
- Sainghin-en-Mélantois
- Warneton



2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Secteur de la Lys – Zones humides

Il s'agit d'un espace peu urbanisé et bénéficiant d'un cadre naturel de bonne qualité. La vallée est plate, large et fortement drainée par un réseau de fossés. Seules en bordure de la plaine, la marche boisée des Weppes et la marche du Ferrain constituent un relief. Les exploitations sont disséminées dans le territoire. Les terres agricoles sont fertiles et favorables à la pratique de l'agriculture en système polyculture-élevage.

Dans le non bâti, la part de l'agricole est de 67 %, les grandes cultures occupent 70 % des surfaces agricoles.

Globalement, les problèmes d'inondation fréquentes et leurs conséquences en termes de difficultés d'exploitation pour l'agriculture limiteront sans doute la progression des grandes cultures aux dépens des prairies et notamment des prairies humides, mais le risque d'augmentation de la part des grandes cultures reste à prendre en compte (480 ha de prairies non humides qui potentiellement pourraient à terme être retournées). Cette vision de l'avenir ne tient pas compte d'éventuelles opérations de drainage...

En conséquence, pour des raisons hydrauliques, écologiques et paysagères, il convient de veiller à une préservation d'une agriculture liée à l'élevage, de préférence extensif, en Val de Lys, et d'associer

cette gestion des espaces à une valorisation écologique de façon à ce que la vallée continue à assurer son rôle majeur d'accueil de l'avifaune et de "berceau" d'un patrimoine floristique remarquable.

L'intérêt des prairies, est lié à la fonction hydraulique de la Lys. En effet, ces zones agricoles permettent de tamponner les inondations et les conséquences économiques du maintien de ces zones en eau reste acceptable et sont largement en deçà du rôle écologique que ces prairies peuvent jouer, à la condition qu'y soit pratiquée une gestion adaptée. La valeur patrimoniale des prairies, en partie liée également aux modes de gestion pratiqués, est en effet à mettre en avant.

Les tendances au retournement des terres, les modes de gestion intensifs de même que la gestion des niveaux d'eau de la Lys sont autant de facteurs qu'il conviendra de maîtriser pour une valorisation écologique du Val de Lys.

A noter que le rapport Grandes cultures/ Prairies* est de 1,8, ce qui donne une image de l'agriculture en Val de Lys, avec le maintien d'une agriculture d'élevage, dans des proportions relativement réduites.

**dont prairies humides*

Un des objectifs de la phase stratégique du projet de développement du Val de Lys est de permettre le maintien, voire éventuellement l'extension des zones prairiales.

Les boisements occupent 4% du territoire régional et méritent d'être préservés sur ce territoire.

La partie aval du Val de Lys n'a pas fait l'objet, à l'inverse d'autres vallées de la région, de plantations massives de peupliers sur des zones impropres à la culture. En effet, on observe que le caractère prairial est resté majoritaire, avec une association de la vallée avec un paysage ouvert, qui rend la Lys très discrète dans son environnement (pas de points de repère haut qui soulignent son tracé). Il est donc préconisé de veiller à préserver l'ambiance de paysage ouvert maillé de haies.

Le PAEC s'inscrit également dans la complémentarité des projets Valys - Corrid'or et du X^{ème} programme de l'Agence de l'Eau Artois Picardie.

Le projet Corrid'or (Parc paysager transfrontalier de la Vallée de la Lys) a été lancé en juillet 2011 dans le cadre du programme Interreg IVA tripartite visant à encourager la coopération transfrontalière. Ce projet réunit 10 partenaires belges et français avec pour objectif de renforcer l'identité transfrontalière de la vallée de la Lys, préserver un espace de nature ouvert en son cœur, accessible au public et un lien empreint de sens dans un environnement fortement urbanisé. C'est le fer de lance du réseau vert et bleu transfrontalier. Ce projet a permis de réaliser une stratégie commune transfrontalières pour la réalisation du Leievallei – Parc de la Lys où l'enjeu est de faire cohabiter les activités et usages avec la valeur paysagère et écologique du territoire. Le parc de la Lys doit forger sa capacité à rassembler et à fédérer un maximum de personnes autour de son projet d'avenir.

L'enjeu principal est la préservation des zones humides.

Dans le cadre du projet transfrontalier CORRID'OR sur le Val de Lys, une étude juridique sur l'analyse des outils de partenariat public/privé pour l'aménagement et la gestion des espaces naturels (et notamment des zones humides) a été menée par la MEL. Cette étude doit déboucher sur la mise en œuvre de certains outils en partenariat avec le secteur privé (actions pilotes visant la préservation et le maintien des activités agricoles en zones humides).

Peu de foncier est public, il est donc nécessaire de trouver des leviers permettant de réaliser des partenariats avec les propriétaires privés pour une meilleure prise en compte de la trame verte et la préservation des prairies humides.

Dans la continuité du partenariat engagé dans le cadre du projet transfrontalier Corrid'or, a débuté le projet Interreg V « VALYS » (regroupant 16 partenaires). Le projet a pour but de construire l'identité du parc avec l'ensemble des acteurs et de faire naître le sentiment d'appartenance au territoire pour la mise en œuvre des principes repris dans la stratégie transfrontalière. Dans ce cadre le monde agricole est l'un des groupes cibles de ce projet qui permettra de définir les actions de renforcement de la valeur agricole, écologique et paysagère du territoire.

D'où l'intérêt de développer des instruments ou outils permettant l'aménagement et la gestion des espaces dans un partenariat public/privé tel que les MAEC.

D'autant plus que le territoire du val de Lys fait partie des 8 territoires du bassin Artois-Picardie pilotes dans le cadre du X^{ème} programme d'intervention 2013-2018 de l'agence de l'eau Artois-Picardie et plus précisément le plan national de protection des zones humides qui se décline notamment en actions concernant le maintien de l'agriculture en zones humides, la valorisation de ces zones, l'amélioration de la connaissance des zones humides et l'amélioration de leur protection au travers d'une valorisation internationale.

L'objectif du programme d'actions pour le maintien de l'agriculture en zones humides est d'accompagner le monde agricole techniquement et financièrement, pour la conduite d'une exploitation agricole durable, respectueuse de ces zones humides

Sur le territoire du Val de Lys, la Chambre d'Agriculture Nord - Pas de Calais a mené un premier diagnostic fin agricole en partenariat avec la MEL sur les exploitations ayant des parcelles dont les emprises sont définies en ZDH par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Par exploitation concernée par le zonage ZDH, le diagnostic comprend :

- Le détail du parcellaire
- Les coordonnées des exploitants et âge des exploitants
- La SAU globale et la SAU concernée par les ZH
- Les types de production, avec notamment le détail pour les productions animales
- Typologie des prairies
- Données sur l'hydraulique
- Projet de diversification, accueil à la ferme, reprise, transmission ...
- Les données environnementales (participation aux mesures agri-environnementales, agriculture biologique, bandes enherbées, technique culturale alternative, ...)

L'objectif est de pouvoir sélectionner les prairies humides sur lesquelles des actions de préservation et/ou de gestion compatibles avec les activités agricoles pourraient être optimales.

Différents recoupements ont été faits pour identifier les zones d'intervention prioritaires dans le cadre de Corrid'or

- les agriculteurs en ZDH avec productions animales sur les 6 communes

- les agriculteurs ayant en ZDH des îlots complets majoritairement (+ de 90 % de l'îlot)
- les agriculteurs ayant une activité élevage
- les parcelles prairies dans les zones ZDH et identifiées lors de l'étude faune flore

⇒ Il ressort de cette analyse 27 parcelles pour 15 agriculteurs pour une surface totale de près de 49 hectares

Au-delà de ce ciblage des actions, ce premier diagnostic permis sur le territoire d'enclencher une dynamique partenariale de la MEL avec la Chambre d'Agriculture Nord - Pas de Calais mais également plus directement avec les exploitants concernés. Ce diagnostic peut être complété par une reconnaissance de terrain avec l'exploitant pour confirmer le potentiel et identifier d'autres parcelles intéressantes pour le programme notamment pour les parcelles humides non reprises dans le zonage administratif ZDH.

Les données clés :

- 67 % du territoire du val de Lys sur la surface non bâtie est agricole ;
- Les grandes cultures occupent 70 % des surfaces agricoles ;
- Nombre de sièges d'exploitations :
 - 112 en communes à enjeu zones humides ;
 - 65 en communes à enjeu biodiversité ;
- La date de référence du territoire pour la fauche est le 31 mai ;
- La MEL a un objectif de protection et de valorisation de l'agriculture locale : à la fois en protégeant le territoire agricole de l'étalement urbain et aussi en protégeant et en valorisant les zones humides existantes dont les prairies humides ;
- Pour des raisons hydrauliques, écologiques et paysagères, la MEL doit veiller à préserver cette agriculture liée à l'élevage, de préférence en système extensif et associer cette gestion des espaces à une valorisation écologique ;
- Les prairies humides sont des sites emblématiques à préserver. Elles sont pour la plupart du domaine privé.

Secteur de la Marque – Zones humides

Un territoire, deux facettes

Les activités économiques divisent le bassin en deux ensembles. Le premier, situé au sud et à l'est est dominée par une agriculture orientée vers les cultures légumières et les plantes sarclées. Les forêts occupent une part marginale du bassin, essentiellement dans les zones marécageuses de la vallée.

Le second ensemble se caractérise par son fort taux d'urbanisation, plus de 50 % de la surface du territoire dans la métropole correspond à des aménagements urbains ou industriels. Dans le prolongement de l'agglomération lilloise, on trouve des zones urbanisées Villeneuves d'Ascq, Wasquehal, Hem) et industrialisées (Lesquin) qui contribuent à accroître l'imperméabilité. Ces communes font parties du Val de Marque au sens large mais n'ont pas été incluses dans le territoire du PAEC au regard de leur faible potentiel pour l'objectif visé.

Agriculture sur le val de marque

Le territoire du Val de Marque sur la MEL est agricole sur 33 % de sa surface (surfaces déclarées dans le cadre de la Politique Agricole Commune). Ces surfaces agricoles sont réparties dans le sud-est et dans une moindre mesure le nord-ouest du territoire. Ces surfaces agricoles sont également morcelées par le tissu urbain discontinu. Les productions agricoles principales (en 2010) sont le blé tendre (34 % des surfaces), les cultures maraîchères (23 %), les prairies permanentes (13 %) et le maïs (11 %). Les prairies permanentes sont localisées majoritairement le long de la Marque et de la petite Marque.

Le territoire comprend plus de 40 sièges d'exploitations.

La date de référence du territoire pour la fauche est le 31 mai.

Les zones humides encore présentes possèdent de forts enjeux en matière de biodiversité, comme en atteste la présence de ZNIEFF de Type I et de ZNIEFF de type II sur le secteur. Mais elles présentent également un enjeu majeur pour la gestion des eaux au sens large sur le secteur.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

En 2021, il ne sera pas possible d'engager de nouveaux contrats de 5 ans pour ce territoire. Seuls des nouveaux contrats d'une durée d'un an seront proposés. Ces dispositions concernent les mesures listées dans le tableau ci-dessous :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant	
Arbres	NC_MLH7_LIN2	Entretien d'arbres isolés ou en alignement	3,96 €	/arbre/an
Fossés et canaux	NC_MLH7_LIN6	Entretien de fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais et des bealières	1,29 €	/ml/an
Haies	NC_MLH7_LIN1	Entretien de haies localisées de manière pertinente	0,36 €	/ml/an
Mares et plan d'eau	NC_MLH7_LIN7	Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau	81,26 €	/mare/an
Surfaces en herbe	NC_MLH7_HEF3	Retard de fauche sur prairies et habitats remarquables (30 jours)	171,86 €	/ha/an
Zones humides	NC_MLH7_ZHM1	Gestion des milieux humides	120,00 €	/ha/an

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « MEL Lys et Marque – Zones Humides ». Les conditions spécifiques à respecter dans le cadre d'un nouveau contrat d'un an sont mentionnées dans ces notices.

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement

représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Si les capacités financières sont insuffisantes pour couvrir toutes les demandes d'engagement, une sélection pourra s'avérer nécessaire. Cette sélection sera effectuée dans l'ordre des priorités défini selon les procédures propres à chaque financeur. Les demandes d'engagement seront retenues intégralement au sein d'une même catégorie de priorité. Lorsque les capacités financières ne permettent plus le financement de toutes les demandes d'aide au sein d'une même priorité, aucune demande d'engagement ne sera retenue pour cette priorité.

6. COMMENT REMPLIR LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager en 2021 dans une MAEC, vous devez obligatoirement renseigner dans Telepac les écrans nécessaires, avant le 17 mai 2021 :

- cocher la case correspondant aux MAEC 2015-2022 dans l'écran demande d'aides ;
- dessiner les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (mesures surfaciques, linéaires ou ponctuelles) selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC, en précisant le code de la mesure demandée ;

Le cas échéant, si pour une ou plusieurs mesures proposées sur le territoire, le chargement ou les effectifs animaux interviennent/sont utilisés pour la vérification des obligations ou critères d'éligibilité :

- déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Telepac, afin que la DDTM soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation ;
- Le cas échéant, si l'une des mesures du territoire s'adresse aux entités collectives et que le chargement ou les effectifs animaux interviennent/sont utilisés pour la vérification des obligations ou critères d'éligibilité.
- vous devez remplir le formulaire « déclaration de montée et de descente d'estive » pour renseigner l'ensemble des animaux herbivores pâturant sur les surfaces collectives dont vous assurez la gestion.

Ce formulaire est à renvoyer à la DDTM au plus tard le 15 novembre 2021, afin que celle-ci soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux présents sur vos surfaces.

7. CONTACTS

Correspondant MAEC de la MEL :

Mission agriculture : Mélanie LOTTE – 03.20.21.30.94 – mlotte@lillemetropole.fr

Territoire Val de Marque : Etienne FORTIN – efortin@lillemetropole.fr

Territoire Val de Lys : Tiphaine Marion LECLERC – 03 20 21 61 44 - tmarionleclerc@lillemetropole.fr

Correspondant MAEC de la chambre d'agriculture :

- Marie Catherine DESPREZ 03 28 49 55 70

Mail : marie-catherine.desprez@npdc.chambagri.fr